



L'A.D.Q. face à la pénurie de logements : une politique qui se cherche

Depuis plusieurs semaines, nombreux sont les intervenants sociaux ou politiques qui y vont de leurs solutions à apporter à la pénurie de logements que connaît le Québec.

L'A.D.Q. n'étant pas en reste, M. Mario Dumont nous a fait part, à la veille du 1^{er} juillet dernier, des solutions que son parti envisageait pour remédier à cette absence de logements abordables qui semble devenir chronique.

Essentiellement, comme il va de soi en politique partisane, ce qui arrive actuellement au Québec en matière d'accessibilité au logement est imputable au gouvernement en place. Il se pratiquerait, au dire de M. Dumont, "une politique du bâton dans les roues", à ce point généralisée que le système en est arrivé à produire la crise actuelle. Nous retrouvons, dans cette affirmation, le fondement même de la vision politique qui guide l'A.D.Q. : ne pas trop intervenir comme gouvernement, à la limite trouver le juste compromis.

Comme résultante, la politique interventionniste du gouvernement favorisant la solution du logement social serait trop ciblée sur un aspect du problème pour répondre réellement aux besoins de la grande partie de la population en général, voire de la classe moyenne, celle qui bien souvent n'a pas accès aux programmes gouvernementaux.

Par conséquent, puisqu'on ne répond pas au "vrai problème", il faut trouver une "vraie solution" pour répondre au problème du "vrai monde", d'où l'idée d'inciter les investisseurs privés à investir de nouveau vers le marché immobilier locatif afin de créer de "vrais logements".

Quelles peuvent-être les conséquences d'une telle vision politique?

La déréglementation ou encore l'allègement possible de la réglementation en vigueur, via le Code du bâtiment ou

encore celle de l'industrie de la construction, laisse supposer que certaines mesures actuelles sont inutiles ou obsolètes.

Toutefois, en consultant divers experts du milieu, ils ont bien du mal à identifier ce qui est de trop; après tout, les coûts de construction au Québec sont de 40 % moins chers qu'ailleurs à l'ouest du canal Rideau...

Est-ce qu'on voudrait "taudifier" le nouveau parc immobilier locatif, ou encore restreindre la sécurité des travailleurs de l'industrie de la construction pour sauver des argents à court terme?

Autre irritant mentionné par l'A.D.Q.: "la vision déconnectée d'une certaine réalité du marché de la Régie du logement du Québec" (RLQ).

Historiquement, la RLQ est apparue à un moment où le coût de la vie, principalement celui relié à l'habitation, s'est mis à grimper de façon exponentielle.

C'est pourquoi, il nous semble plus opportun de régler le problème à sa source en actualisant dans sa totalité le mandat de la RLQ, afin qu'elle reflète équitablement son rôle d'arbitre face aux acteurs en place (propriétaires - locataires), plutôt que d'aborder le problème uniquement sous l'angle économique.

Car le véritable problème face à la RLQ en est un de confiance de la part des propriétaires, faute de s'y sentir dûment représentés.

Enfin, si le logement social n'est pas la pièce maîtresse de la solution à la pénurie de logements pour l'A.D.Q., tout en considérant que près d'un million de personnes au Québec défraient plus de 30 % de leurs revenus à se loger, nous nous permettons de renvoyer M. Dumont et son parti à leur leitmotiv "d'une politique du gros bon sens" : il faudra bien que l'A.D.Q. puisse proposer une véritable politique en habitation qui tienne compte de la réalité du marché, du profil démographique du Québec et des besoins des ménages à faibles revenus s'il veut vraiment régler les problèmes de pénurie actuelle.